

DÉPOT N° A943 DU - 4 11 1996

94 B68 greffe  
398 294 40.

# "B.V. INTERNATIONAL"

S.A. au capital de 3 300 000 F

Siège social : CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme) - 89, boulevard Etienne Clémentel

## STATUTS

**LES SOUSSIGNES :**

1° - La Société "QUANTEL", Société Anonyme au capital de 9.063.000 Francs, dont le siège est à ORSAY (Essonne), Z.A Courtabocuf, 17 Avenue de l'Atlantique, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CORBEIL ESSONNES sous le numéro B 970.202.719.

Représentée par Monsieur Alain De SALABERRY, son Président Directeur Général, nommé auxdites fonctions suivant délibération du conseil d'administration en date du 18 octobre 1993.

2° - Monsieur Marc Pierre Marie GASNIER, Directeur France, demeurant à ECOTAY L'OLME (Loire), 22 Rue des Rois, célibataire majeur.  
Né à LYON (6ème), le 21 mars 1951.  
De nationalité française.

3° - Mademoiselle Christine WARREN, Directrice Export, demeurant à CLERMONT FERRAND (Puy de Dôme), Résidence Topaze, 8 Rue d'Orcéines, célibataire majeure.  
Née à SCUNTHORPE (Angleterre), le 11 Juillet 1951.  
De nationalité Française.

4° - Monsieur Christian Louis CHABRIER, Directeur Technique, demeurant à LA ROCHE BLANCHE (Puy de Dôme), Rue Jules Ferry, époux de Madame Géraldine Christine Jeannette BARD.

Né à BEAULIEU (Puy de Dôme), le 24 Janvier 1955.  
Marié avec Madame BARD, sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de LYON (Rhône), le 24 Mai 1980, régime non modifié depuis.  
De nationalité Française.

5° - Monsieur Jean ABASCAL, Directeur de projet, demeurant à CLERMONT-FERRAND, 79 Rue Blatin, divorcé en premières noces et non remarié de Madame Lucette MALBEC.

Né à BARCENA/SANTANDER (Espagne), le 21 Juin 1951.  
De nationalité Française.

6° - Monsieur Alain De SALABERRY, Président Directeur Général, demeurant à PARIS (15ème), 9 Rue Paul Barruel.

Né à VERSAILLES (Yvelines), le 22 Avril 1949.  
Marié avec MADAME Solène DUJEU, sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage reçu par Me FAY, Notaire à PARIS (8ème), préalablement à leur union célébrée en la mairie de PARIS (16ème), le 5 octobre 1972, régime non modifié depuis.

De nationalité Française.

7° - Et Madame Denise Madeleine GAUDIN, Orthophoniste, demeurant à ECOTAY L'OLME (Loire), 22 Rue des Rois, célibataire majeure.  
Née à CRUSEILLES (Haute Savoie) le 9 Mars 1949.  
De nationalité Française.

A ce non présente, mais représentée par Monsieur Marc GASNIER, en vertu des pouvoirs qu'elle lui a conférés suivant acte sous seing privés en date à ECOTAY L'OLME, du 23 Décembre 1993, qui demeureront joints et annexés aux présentes.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils sont convenus de constituer entre eux.

### **ARTICLE 1 - FORME DE LA SOCIETE**

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme Française, régie par les lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

### **ARTICLE 2 - DENOMINATION**

La société prend pour dénomination sociale : "B.V.INTERNATIONAL".

Dans tous les actes et documents émanant de la société destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "SOCIETE ANONYME" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

### **ARTICLE 3 - OBJET**

La société a pour objet, en France et dans tous les pays :

- L'étude , la conception, la fabrication, la commercialisation, le contrôle et l'entretien de tout matériel médical et paramédical.

- Le tout directement ou indirectement au moyen de création de société et groupements nouveaux, d'apports, de souscriptions, d'achat de valeurs mobilières et droits sociaux, de fusions, d'alliance, de sociétés en participation, ou de prises en location-gérance de tous biens et autres droits.

- Et généralement, faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant être nécessaires ou utiles à la réalisation et au développement des affaires sociales.

**ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège de la société est établi à CLERMONT-FERRAND (Puy de Dôme), 8<sup>e</sup> Boulevard Etienne Clémentel.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du département ou de l'un des départements limitrophes, par décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire et partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Le conseil d'administration aura la faculté de créer des succursales, agences, dépôts, comptoirs de vente et d'achat de la société, en tous pays, sans qu'il puisse en résulter une dérogation aux règles de compétence édictées par les présents statuts.

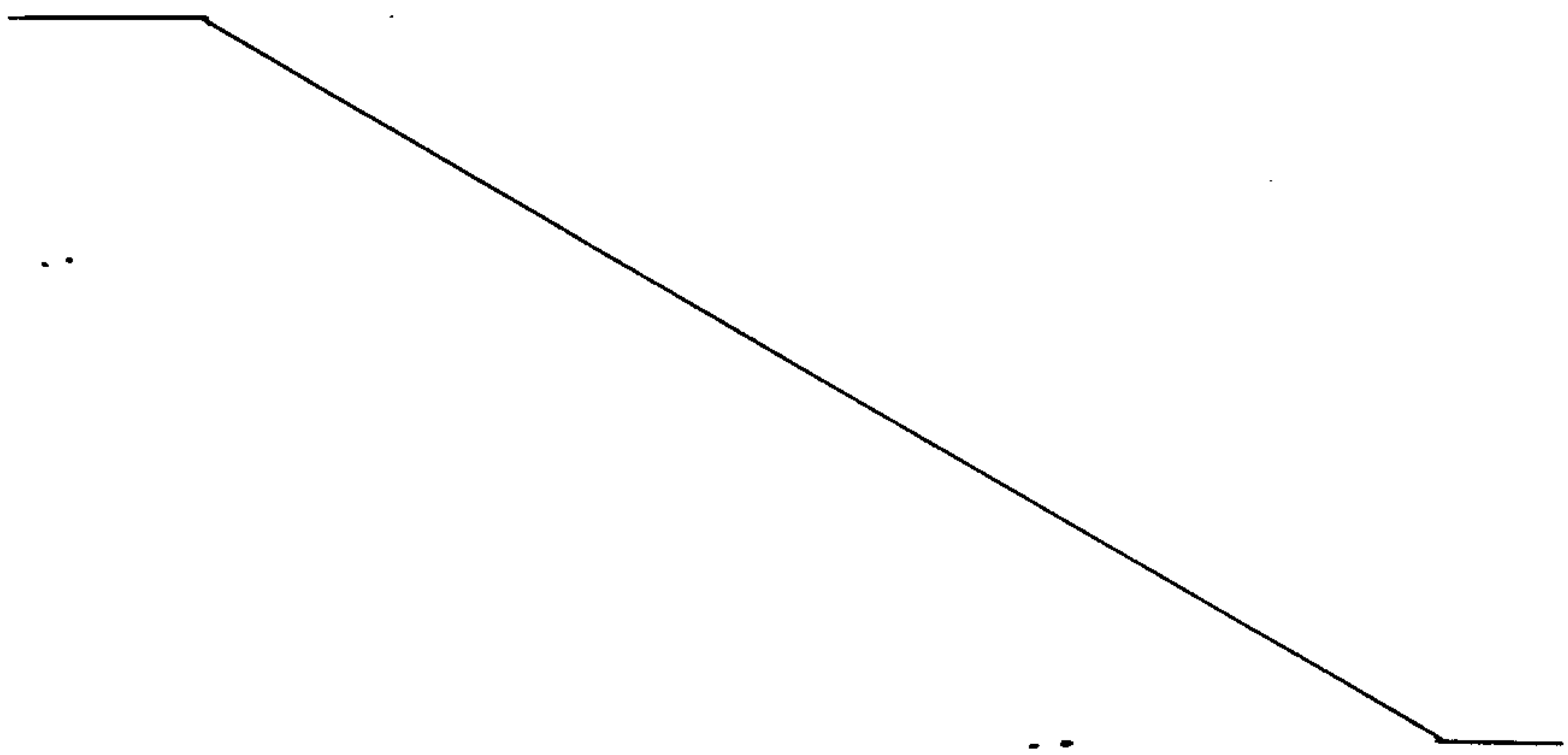
**ARTICLE 5 - DUREE ET EXERCICE SOCIAL**

1 - La durée de la société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANNEES compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

2 - L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quatre vingt quatorze.

En outre, les actes accomplis pendant la période de constitution et repris par la société, seront rattachés à cet exercice.



ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

- Lors de la constitution de la société,  
il a été apporté la somme de 250 000 F,  
libérée à concurrence d'un quart, ci..... 250 000 F

REPORT..... 250 000 F

- Le solde du capital a été libéré  
sur appel du Conseil d'Administration  
dans sa séance du 18 février 1994.

- Il résulte de l'assemblée générale  
extraordinaire des actionnaires en  
date du 22 février 1994 et du Conseil  
d'Administration en date du 15.03.1994  
que le capital social a été porté de  
250 000 F à 900 000 F, ci..... 650 000 F  
par voie de création de 6 500 actions  
de catégorie B émises au prix unitaire  
de 115 F dont une prime d'émission de  
15 F entièrement souscrites et libérées.

- Il résulte de ces mêmes délibérations que  
le capital a été augmenté d'une somme  
de 2 400 000 F, pour être porté de 900 000 F  
à 3 300 000 F, par voie de création de  
24 000 actions nouvelles de numéraire de  
catégorie A, entièrement souscrites et  
libérées, ci..... 2 400 000 F

TOTAL..... 3 300 000 F

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le premier alinéa de cet article est désormais  
libellé ainsi qu'il suit :

"Le capital social est fixé à la somme de  
3.300.000 Francs. Il est divisé en 33 000 actions de  
100 Francs chacune, entièrement libérées.

Les 33 000 actions comprennent :

6 500 actions de catégorie B.  
26 500 actions de catégorie A.

## **ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes actionnaires ou non.

## **ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

### **A - AUGMENTATION DE CAPITAL :**

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Ils disposent, en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes de démission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

### **B - REDUCTION DE CAPITAL :**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut, sous réserve des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social, qu'elle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS**

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

#### **ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Leur propriété résulte d'une inscription en un compte de titres tenu par la société ou un intermédiaire financier.

Il peut être remis aux titulaires de titres des attestations établies conformément aux dispositions légales en vigueur.

#### **ARTICLE 12 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

I - La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres et comptes tenus à cet effet au siège social. La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et retranscrit sur un registre dit "Registre des Mouvements".

La société est tenue de procéder à cette transcription le jour même de la réception de l'ordre de mouvement.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, l'ordre de mouvement doit être signé en outre par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le Maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions, à titre gratuit ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve, le cas échéant, du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société tient à jour, au moins semestriellement, la liste des personnes titulaires d'actions avec l'indication du domicile déclaré par chacune d'elles.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital ne sont négociables qu'après l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés de la mention modificative de cette augmentation de capital.

Les actions d'apport ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Pendant ce délai, elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues à l'article 1690 du Code Civil.

II - Sauf en cas de succession en ligne directe, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou au profit d'une personne nommée administrateur, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

1. En cas de cession projetée, le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession et domicile du cessionnaire, ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

A cette déclaration doit être jointe, le cas échéant, l'attestation d'inscription en compte dans laquelle sont comprises les actions dont la cession est projetée.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration, le Conseil d'Administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée. A défaut de notification dans ce délai de trois mois, l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés, le cédant s'il est administrateur, prenant part au vote. Conformément à la loi et aux présents statuts, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée et en cas de refus, elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision, le cédant doit en être informé par lettre recommandée. En cas de refus, le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet, le Conseil d'Administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet, le Conseil d'Administration avisera les actionnaires, par lettre recommandée, de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au Conseil d'Administration, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. S'il y a lieu, les actions non réparties sont attribuées par voie de tirage au sort - auquel il est procédé par le Conseil d'Administration, en présence des actionnaires acheteurs ou eux dûment appelés - à autant d'actionnaires acheteurs qu'il reste d'actions à attribuer.

3. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Conseil d'Administration dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le Conseil d'Administration peut faire acheter les actions disponibles par un tiers.

4. Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord. A cet effet, le Conseil d'Administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception. L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord, le Conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider, s'il y a lieu, du rachat des actions par la société et que la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai des trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 6. ci-après.

5 - Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois, à compter de la notification du refus d'autorisation de cession, l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers, le Conseil d'Administration notifie à l'actionnaire cédant les nom, prénoms, domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant ; faute d'accord sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert, conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7. La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du Président du Conseil d'Administration ou d'un délégué du Conseil sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions. Avis est donné audit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les huit jours de la détermination du prix, d'avoir à se présenter au siège social, pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêts.

8. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9. La clause d'agrément, objet du présent article peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulées au présent article s'exercent sur les actions souscrites et le délai imparti au Conseil d'Administration pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire, est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminées conformément aux dispositions de l'article 1843.4 du Code Civil.

### **ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS**

I - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

II - Les droits et obligations attachées à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

III - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieurs à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou la vente du nombre de titres nécessaires.

IV - A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respective, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

#### **ARTICLE 14. INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE-PROPRIETE - USUFRUIT**

I - Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique.

II - Sauf convention contraire notifiée à la société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

#### **ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve de la dérogation prévue en cas de fusion.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de quatre vingt ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si du fait qu'un administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de quatre vingt ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

En cours de société, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

La durée de leurs fonctions est de six années maximum ; elle expire à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le conseil d'administration peut entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonction, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les commissaires aux comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente ; ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent.

Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Toutefois le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions et la condition d'ancienneté du contrat de travail n'est pas requise lorsque, au jour de la nomination de l'intéressé comme administrateur, la société est constituée depuis moins de deux ans.

#### **ARTICLE 16 - ACTIONS**

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire d'une action de la société.

Les administrateurs nommés au cours de la vie sociale peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

#### **ARTICLE 17 - BUREAU DU CONSEIL**

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elles puissent excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé président s'il est âgé de plus de quatre vingt ans. Si le président vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Le conseil peut nommer également un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, le conseil désigne à chaque séance celui de ses membres qui doit présider la séance.

Le président et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

#### **ARTICLE 18 - DELIBERATIONS DU CONSEIL**

Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil d'administration par tous moyens, même verbalement.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du président de la séance est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies des extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

#### **ARTICLE 19 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

#### **ARTICLE 20 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIR - SIGNATURE SOCIALE**

1 - Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration ainsi que des dispositions de la loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Toute limitation de ces pouvoirs par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le conseil d'administration peut déléguer à son président les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président ; en cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable ; en cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

II - Sur la proposition du président, le conseil d'administration peut nommer un directeur général et, dans le cas autorisé par la loi, deux directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de quatre vingt ans. Si un directeur général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président ; en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminés par le conseil d'administration, en accord avec le président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers vis-à-vis desquels le directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

#### **ARTICLE 21 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRÉSIDENT, DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL.**

I - L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est porté en frais généraux de la société.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II - La rémunération du président du conseil d'administration et celle du ou des directeurs généraux est fixée par le conseil d'administration ; elle peut être fixe ou proportionnelle.

III - Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées en charge d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

IV - Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

#### **ARTICLE 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL**

Les conventions qui peuvent être passées entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

#### **ARTICLE 23 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE**

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition. Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse, sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

#### **ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants doivent être nommés et la durée de leur mandat est celle du commissaire aux comptes titulaire.

#### **ARTICLE 25 - ASSEMBLEES GENERALES**

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. L'assemblée ordinaire statue en outre, sur le vu du rapport d'un commissaire, sur l'évaluation des biens acquis auprès des actionnaires dans les deux ans suivant l'immatriculation de la société, dans les cas prévus par la loi.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

#### **ARTICLE 26 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES**

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration, ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'assemblée soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social contenant les indications prescrites par la loi, soit par lettre simple ou recommandée contenant les mêmes indications.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et d'ordre du jour de la première.

#### **ARTICLE 27 - ORDRE DU JOUR**

1 - L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

II - Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

III - L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

#### **ARTICLE 28 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS**

I - Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et d'une inscription de sa qualité d'actionnaire sur le registre tenu par la société.

II - Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

III - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

#### **ARTICLE 29 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX**

I - A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

II - Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, l'assemblée élit elle même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

III - Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

**ARTICLE 30 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX**

I - Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

II - Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

III - Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les actionnaires.

IV - Le vote peut également être exprimé par correspondance, au moyen d'un formulaire fourni par la société sur demande.

**ARTICLE 31 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

**ARTICLE 32 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive, c'est-à-dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions et la même limite.

#### **ARTICLE 33 - ASSEMBLEES SPECIALES**

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

#### **ARTICLE 34 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES**

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

#### **ARTICLE 35 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement ainsi que sur les participations détenues au sens de l'article 356-3 de la loi sur les sociétés commerciales.

**ARTICLE 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. L'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves qu la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie du capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

**ARTICLE 37 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale ou à défaut par le conseil d'administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

**ARTICLE 38 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant au moins égal à celui des pertes constatées, si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

**ARTICLE 39 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

A la dissolution de la société, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale extraordinaire, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires. La dissolution met fin au mandat de tous les organes sociaux, sauf décision particulière de l'assemblée.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir la solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

**ARTICLE 40 - CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

**ARTICLE 41 - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS**

Sont nommés comme premiers administrateurs de la société pour une durée qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes du deuxième exercice social :

- Monsieur Alain De SALABERRY, demeurant à PARIS (15ème), 9 rue Paul Barruel.
- Madame Denise GAUDIN, demeurant à ECOTAY L'OLME (Loire), 22 Rue des Rois.
- La société "QUANTEL", dont le représentant permanent est Monsieur Alain DIARD, demeurant à LES ULIS (Essonne), 7, Rue du Forez.

Ces personnes déclarent, chacune en ce qui la concerne, accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe, de son chef, aucune incompatibilité ni aucune interdiction à cette nomination.

**ARTICLE 42 - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Est désigné comme premier commissaire aux comptes titulaire de la société pour une durée de six exercices, ses fonctions expirant après la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes du sixième exercice :

Monsieur Claude AUBERT - GESTION 4 - 56 Boulevard Gustave Flaubert à CLERMONT FERRAND.

Monsieur Claude AUBERT a déclaré accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe, de son chef, aucune incompatibilité ni interdiction à cette nomination.

Est désigné comme commissaire aux comptes suppléant de la société pour la durée du mandat du commissaire aux comptes titulaire :

Monsieur Jean Louis TRINCAL - GESTION 4 - 56, Boulevard Gustave Flaubert à CLERMONT FERRAND.

Monsieur Jean Louis TRINCAL a déclaré accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe, de son chef, aucune incompatibilité ni interdiction à cette nomination.

**ARTICLE 43 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION ET REPRISE DES ACTES ET ENGAGEMENTS**

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de CLERMONT-FERRAND.

Toutefois, il a été accompli, dès avant ce jour, pour le compte de la société en formation les actes énoncés dans un état indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résultera pour la société.

Cet état a été déposé au lieu du futur siège social, trois jours au moins avant la signature des présents statuts, à la disposition de tous les futurs actionnaires qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent.

Cet état demeurera annexé aux présentes.

L'immatriculation de la société emportera de plein droit reprise par elle desdits engagements.

En outre et dès à présent, les actionnaires appelés à exercer la direction générale de la société sont autorisés à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de leurs pouvoirs. Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

D'ores et déjà, les pouvoirs les plus étendus sont donnés à Monsieur DESALABERRY, pour signer un acte de rachat des différents éléments corporels et incorporels de la société BIOVISION, société Anonyme en liquidation judiciaire, au capital de 1.171.400 Francs, dont le siège est à COUDES (Puy de Dôme), immatriculée au RCS de ISSOIRE, sous le N° 352.389.753, représentée par Me SUDRE, liquidateur de ladite société, moyennant la somme de 600.000 Francs H.T.

#### ARTICLE 44 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en l'Etude du Notaire soussigné, à CLERMONT FERRAND.

#### ARTICLE 45 - FRAIS

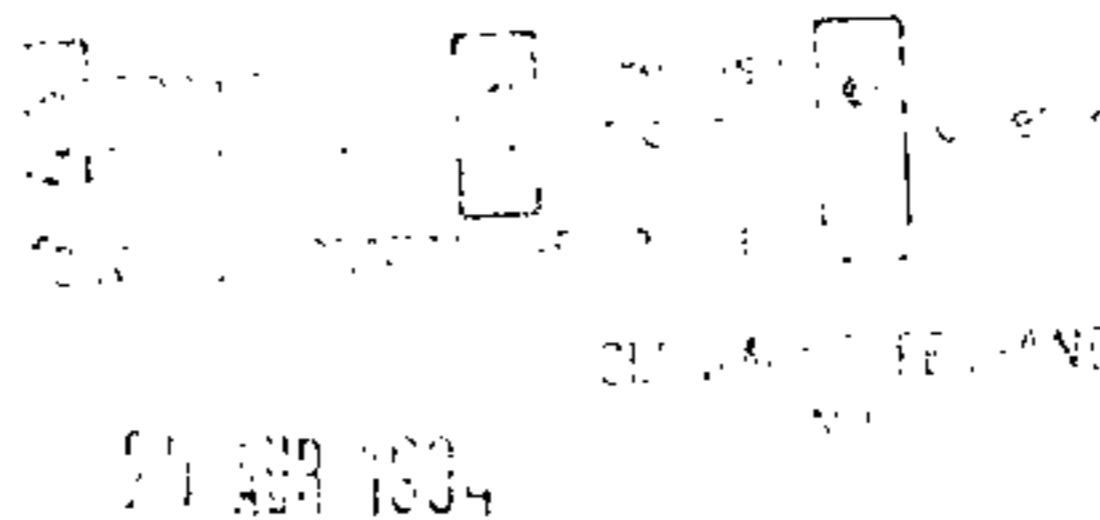
Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société.

Fait à CLERMONT FERRAND,

Le 24 décembre 1993. Statuts mis à jour suite à l'AGE du  
22/02/94 et au Conseil d'Administration du 15/03/94.

**COPIE CERTIFIEE CONFORME,  
Le Président Dr Gal**





**"B V INTERNATIONAL"**

Société anonyme au capital de 250 000 F  
89 Bd Etienne Clémentel

63100 CLERMONT-FERRAND

RCS CLERMONT-FERRAND B 393 827 720

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

**DU 22 FEVRIER 1994**

Le vingt-deux février mil neuf cent quatre vingt quatorze

à seize heures.

Les actionnaires de la société se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, dans les locaux de GESTION 4 - 56 Bd Gustave Flaubert - 63000 CLERMONT-FERRAND, sur convocation faite par le conseil d'administration suivant lettres en date du 7 février 1994.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance.

Monsieur Alain DE SALABERRY préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

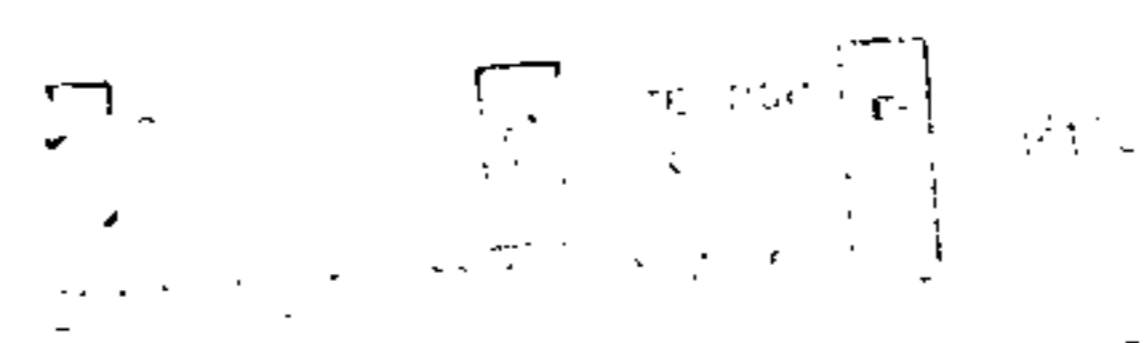
Monsieur Marc GASNIER et Mademoiselle Christine WARREN, les deux actionnaires présents et acceptants, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Jean ABASCAL est choisi comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance, possèdent 2.449 actions sur les 2.500 actions composant le capital, soit plus de la moitié des actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée.

**FACE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958



Le président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- la feuille de présence à l'assemblée,
- les pouvoirs des actionnaires représentés par les mandataires, ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- les copies des lettres de convocation,
- le rapport du conseil d'administration,
- le texte des résolutions proposées,
- le rapport du commissaire aux comptes, établi conformément aux dispositions de l'article 186 de la Loi du 24 juillet 1966,
- le rapport du commissaire aux avantages particuliers, établi conformément aux dispositions de l'article 193 de la Loi du 24 Juillet 1966.

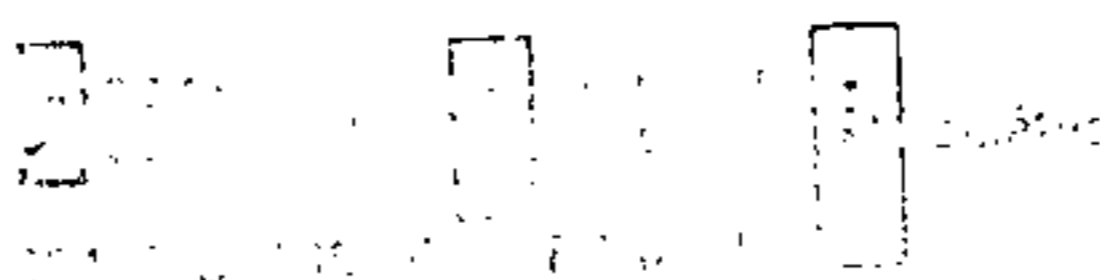
Puis Monsieur le Président déclare que le rapport du conseil d'administration, les rapports du commissaire aux comptes et du commissaire aux avantages particuliers, le texte des résolutions proposées, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président rappelle ensuite l'ordre du jour :

- Augmentation du capital social d'une somme de 650.000 Francs par création de 6.500 actions privilégiées de catégorie B émises au prix unitaire de 115 Francs dont une prime d'émission de 15 Francs : conditions et modalités de l'émission.
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires anciens et attribution du droit de souscription à une personne nommément désignée.
- Augmentation de capital social d'une somme de 2.400.000 Francs par création de 24.000 actions de catégorie A de 100 Francs chacune.
- Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et attribution du droit de souscription à plusieurs personnes nommément désignées.

**PAGE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958



- Pouvoirs à conférer au Conseil d'Administration en vue de la réalisation des opérations d'augmentation de capital envisagées et des modifications statutaires corrélatives.

- Questions diverses.

Le Président donne lecture du rapport du conseil d'administration.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

#### PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration, du commissaire aux comptes établis en conformité des dispositions de l'article 186 de la Loi du 24 juillet 1966, et du commissaire aux avantages particuliers, constatant la libération intégrale du capital actuel s'élevant à 250.000 Francs divisé en 2 500 actions de 100 Francs chacune, décide :

1°) d'augmenter le capital social d'une somme de 650.000 Francs pour le porter, à 900.000 Francs, par l'émission de 6 500 actions nouvelles de priorité de numéraire à libérer intégralement à la souscription, émises au prix unitaire de 115 Francs dont une prime d'émission de 15 Francs.

Ces actions nouvelles de priorité seront créées avec jouissance du 24 décembre 1993, date de départ de l'exercice en cours ; sous réserve des dispositions liées à leur caractère prioritaire tel que définies dans les résolutions ci-après, elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales.

Les caractéristiques des actions de priorité seront visées sous la deuxième résolution ci-après. Les dispositions de la présente résolution ne prendront effet que lors de l'adoption de la deuxième résolution.

2°) De supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires par l'article 183 de la loi du 24 Juillet 1966 et d'attribuer le droit de souscription aux 6 500 actions nouvelles de priorité exclusivement à :

**FACE ANNULÉ**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

- la société SOFIMAC SA, non actionnaire, agréée dès avant ce jour par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions statutaires, à concurrence de la totalité.

3°) Que la souscription à cette augmentation de capital est ouverte à compter de ce jour jusqu'au 15 mars 1994 inclus, qu'elle interviendra par versement de numéraire,

- Que les fonds provenant de la souscription devront être déposés à la BANQUE POPULAIRE, Agence d'AUBIERE (63).

- Que la souscription sera close par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

#### DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier les disposition statutaires suivantes :

#### ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS

Il a été créé par assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 22 février 1994 des actions de priorité B. En conséquence les caractéristiques particulières des actions B ne pourront être modifiées ou supprimées que par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, mais cette décision ne sera définitive qu'après ratification par une assemblée spéciale extraordinaire des actionnaires propriétaires d'actions B. Cette assemblée spéciale sera convoquée et délibèrera dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

De même, en cas d'augmentation de capital, les actions attribuées en vertu des droits attachés aux actions de catégories B le seront avec tous les droits privilégiés attachés à cette catégorie d'actions.

Les actions de catégorie B confèrent à leur propriétaire un droit d'amortissement prioritaire.

#### ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL

L'alinéa premier est complété comme suit :

"En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires de même catégorie"

et il est ajouté les deux alinéas suivants :

**FACE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

"En cas de rachat par la société de ses propres actions suivi d'une réduction de capital non motivée par des pertes, cette dernière s'applique par préférence sur les actions de priorité B.

De même, en cas de réduction de capital motivée par des pertes, l'annulation des actions portera en priorité sur les actions ordinaires de catégorie A, puis en cas de besoin, sur les actions de catégorie B.

#### ARTICLE 19 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il est créé et inséré un troisième paragraphe entre les paragraphes 2 et 3 existants:

"Toutefois sans que cette obligation ne constitue une limitation aux pouvoirs du Conseil d'Administration, celui-ci devra nécessairement prendre l'avis purement consultatif des titulaires d'actions de priorité de type B lorsque les opérations sociales suivantes seront projetées :

- prise de participation dans d'autres sociétés et constitution de filiales,
- donner en location-gérance tout ou partie du fonds social,
- consentir tout prêt, avance, cautionnement, sous quelque forme que ce soit, à d'autres sociétés ou entreprises, d'un montant supérieur à 50.000 Francs,
- aliénation de tout immeuble ou actif incorporel,
- consentir tout gage ou nantissement sur le fonds de commerce de la société."

#### ARTICLE 34 - DROIT DE COMMUNICATION

Il est créé un troisième paragraphe :

"§ 3 - Les actionnaires de catégorie B auront sans en faire la demande préalable communication de tous les documents que peuvent obtenir les actionnaires lorsque ceux-ci en font expressément la demande ou lors d'un envoi avec une procuration à l'occasion d'une assemblée générale.

Il auront également communication sans demande de leur part dès l'instant qu'ils auront été établis après la création des actions de catégorie B, des documents suivants :

- procès-verbaux des conseils d'administration, assemblées générales ordinaires et extraordinaires,
- copie de la déclaration fiscale des bénéficiaires de la société et de ses annexes dans les mêmes délais que ceux impartis par l'administration,
- tous documents permettant de suivre la marche des affaires sociales tels que :

**PAGE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

- plans de trésorerie,
- situations trimestrielles ou semestrielles,
- budgets d'investissement et d'exploitation.

Ainsi que tous autres documents que les titulaires d'actions B pourront spécifier.

#### ARTICLE 36 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Il est rajouté un troisième paragraphe :

"§ 3 - Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé la somme nécessaire pour servir aux actions de priorité de catégorie B un dividende prioritaire égal à un dividende fixe égal à 7 % du nominal des actions soit 7 Francs par action. Ce dividende est cumulatif sur 3 ans. Toutefois, il ne sera servi qu'au titre des 4 premiers exercices et il s'imputera sur les dividendes qui pourraient être distribués à l'ensemble des actionnaires au titre de la même période.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, sauf pour ce qui concerne la modification des articles 19 et 34, laquelle est purement et simplement rejetée.

#### TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes établis en conformité des dispositions de l'article 186 de la loi du 24 juillet 1966, décide :

1°) d'augmenter le capital social d'une somme de 2.400.000 Francs pour le porter ainsi, après réalisation de la première augmentation de capital décidée sous la précédente résolution, à 3.300.000 Francs par l'émission de 24.000 actions ordinaires nouvelles de numéraire de 100 Francs chacune, à souscrire au pair et à libérer intégralement à la souscription.

Ces 24.000 actions nouvelles seront créées avec jouissance du 24 décembre 1993, date de départ de l'exercice en cours. Elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales.

2°) de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires par l'article 183 de la loi du 24

**FACE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958



juillet 1966 et d'attribuer le droit de souscription aux 24.000 actions nouvelles exclusivement à :

- . la société "QUANTEL", déjà actionnaire, à concurrence de 20.351 actions, ci..... 20 351 actions
  - . Monsieur GASNIER, déjà actionnaire, à concurrence de 1.717 actions, ci..... 1 717 actions
  - . Madame WARREN, déjà actionnaire, à concurrence de 966 actions, ci..... 966 actions
  - . Monsieur CHABRIER, déjà actionnaire, à concurrence de 483 actions, ci..... 483 actions
  - . Monsieur ABASCAL, déjà actionnaire, à concurrence de 483 actions, ci..... 483 actions
- 
- Nombre d'actions nouvelles à souscrire..... 24.000 actions

3°) - Que la souscription à cette augmentation de capital est ouverte à compter de ce jour jusqu'au 15 mars 1994 inclus, qu'elle pourra intervenir par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société et par voie de versement en numéraire.

- Que si cela est nécessaire, les fonds provenant de la souscription devront être déposés à la BANQUE POPULAIRE - Agence d'AUBIERE (63).

- Que la souscription sera close par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été intégralement souscrite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à dix-sept heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

DUPLICATA

Enregistré à Clermont-Ferrand Nord-Est  
Bord 178 N° 5 le 22 AVR. 1994  
Reçu : Cinq cents francs.

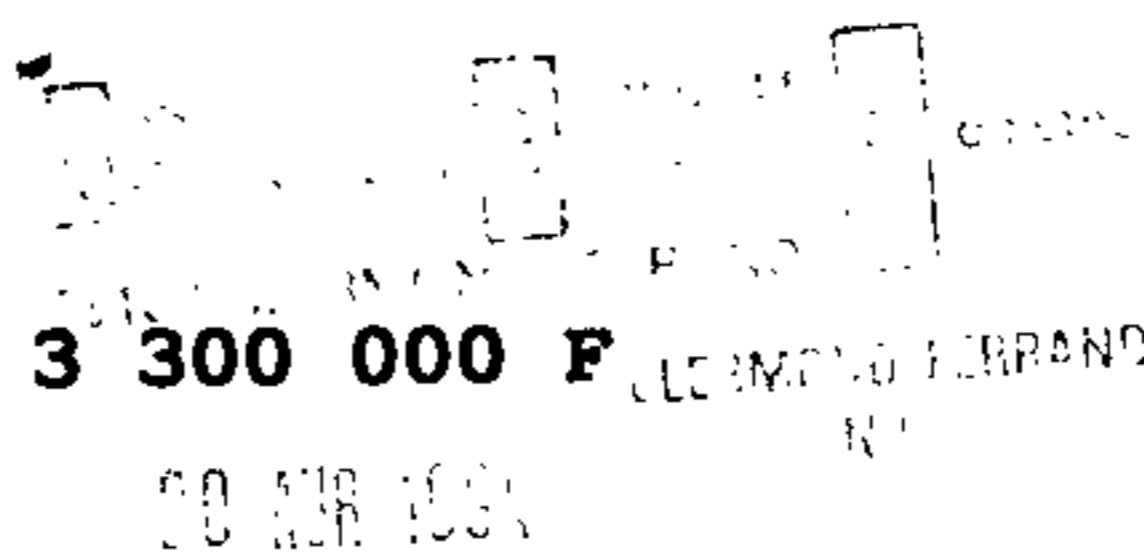
COPIE CERTIFIEE CONFORME,  
Le Président Dr Gal

**FACE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

0 4 3 1 3 5

**"B V INTERNATIONAL"**

Société anonyme au capital de 3 300 000 F  
89 Bd Etienne Clémentel  
63100 CLERMONT-FERRAND



RCS CLERMONT-FERRAND B 393 827 720

**PROCES - VERBAL**

**DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le 15 Mars mil neuf cent quatre vingt  
quatorze  
à 19 heures.

Au siège social, les Administrateurs de la société  
"B V INTERNATIONAL" se sont réunis en Conseil, sur  
convocation du Président.

Sont présents et ont émargé le Registre de  
présence :

- Monsieur Alain D'IRUMBERRY DE SALABERRY, Président du  
Conseil d'Administration,
- Monsieur Alain DIARD, représentant permanent de la  
société "QUANTEL" laquelle est administrateur,
- Madame Denise GAUDIN, Administrateur.

Le Conseil réunissant ainsi la présence effective  
de tous les administrateurs en fonction peut valablement  
délibérer.

Monsieur Alain D'IRUMBERRY DE SALABERRY préside la  
séance en sa qualité de Président du Conseil  
d'Administration.

Madame Denise GAUDIN assume les fonctions de  
secrétaire.

**FACE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1953

Sur la demande du Président, lecture est donnée du procès-verbal de la précédente réunion qui est adoptée sans observation par le Conseil.



Le Président rappelle que l'ordre du jour porte sur la constatation de la réalisation définitive des opérations d'augmentation de capital décidées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 février 1994.

**I - EXPOSE**

Le Président rappelle :

- que par délibération en date du 22 février 1994 l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 650 000 Francs par la création et l'émission de 6 500 actions nouvelles de numéraire de catégorie B de 100 Francs chacune.

- que ces actions nouvelles devaient être émises moyennant le prix de 115 Francs dont une prime d'émission de 15 Francs.

- que ces actions devaient être libérées intégralement lors de leur souscription soit par versement de numéraire, soit par compensation de créances liquides et exigibles sur la société.

- que les actions nouvelles seraient créées avec jouissance du 24 décembre 1993, date de départ de l'exercice en cours et seraient entièrement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts ainsi qu'aux décisions des assemblées générales, sous réserve des caractéristiques générales liées à leur caractère prioritaire.

- que par la même délibération l'assemblée a supprimé le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de :

- la société SOFIMAC, à concurrence de..... 6 500 actions
- 
- Nombre d'actions nouvelles..... 6 500 actions

- que par délibération en date du 22 février 1994, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 2 400 000 Francs, par la création et l'émission de 24 000 actions nouvelles de numéraire de catégorie A de 100 Francs chacune, pour le porter de 900 000 Francs à 3 300 000 Francs, sous réserve de la réalisation de la précédente augmentation de capital.

**FACE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1953

- que ces actions nouvelles devaient être émises au pair.
- que ces actions devaient être libérées intégralement lors de leur souscription soit par versement de numéraire soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.
- que les actions nouvelles seraient créées avec jouissance du 24 décembre 1993 et à compter de cette date entièrement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts ainsi qu'aux décisions des assemblées générales.
- que par la même délibération l'assemblée a supprimé le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de :
- la société "QUANTEL", déjà actionnaire,  
à concurrence de..... 20 351 actions
  - Monsieur GASNIER, déjà actionnaire,  
à concurrence de..... 1 717 actions
  - Madame WARREN, déjà actionnaire,  
à concurrence de..... 966 actions
  - Monsieur CHABRIER, déjà actionnaire,  
à concurrence de..... 483 actions
  - Monsieur ABASCAL, déjà actionnaire,  
à concurrence de..... 483 actions
- 
- Nombre total d'actions..... 24 000 actions

Elle a conféré tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour réaliser les augmentations de capital. A cette fin, recueillir les augmentations, recevoir les versements de libération, effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater toute libération par compensation s'il y a lieu, apporter aux statuts les modifications corrélatives, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive des opérations d'augmentation de capital décidées.

## II - REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Conseil constate :

- que les souscriptions ont été libérées pour partie par compensation avec des créances liquides et exigibles ainsi que l'atteste le certificat établi par le commissaire aux comptes, et pour le reste par versement en espèces, ainsi

**FACE ANNULÉE**

ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

que l'atteste le certificat établi par le dépositaire des fonds, dont un exemplaire est annexé aux présentes.

- qu'ainsi les 30 500 actions nouvelles ont été entièrement souscrites, qu'elles ont été libérées des sommes exigibles en conformité des conditions de l'émission et que, par suite, les opérations d'augmentation de capital se trouvent définitivement réalisées.

**III - MODIFICATION DES STATUTS**

Le Conseil d'Administration, comme conséquence de la réalisation des augmentations de capital ci-dessus décrites, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui sont désormais libellés ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL**

- Lors de la constitution de la société, il a été apporté la somme de 250 000 F, libérée à concurrence d'un quart, ci..... 250 000 F

REPORT..... 250 000 F

- Le solde du capital a été libéré sur appel du Conseil d'Administration dans sa séance du 18 février 1994.

- Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 22 février 1994 et du Conseil d'Administration en date du 15.03.1994 que le capital social a été porté de 250 000 F à 900 000 F, ci..... 650 000 F par voie de création de 6 500 actions de catégorie B émises au prix unitaire de 115 F dont une prime d'émission de 15 F entièrement souscrites et libérées.

- Il résulte de ces mêmes délibérations que le capital a été augmenté d'une somme de 2 400 000 F, pour être porté de 900 000 F à 3 300 000 F, par voie de création de 24 000 actions nouvelles de numéraire de catégorie A, entièrement souscrites et libérées, ci..... 2 400 000 F

TOTAL..... 3 300 000 F

**ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le premier alinéa de cet article est désormais libellé ainsi qu'il suit :

**FACE ANNULÉE**  
\* **ARTICLE 905 du C.G.I.**  
**ARRÊTÉ DU 20 MARS 1953**

"Le capital social est fixé à la somme de 3.300.000 Francs. Il est divisé en 33.000 actions de 100 Francs chacune, entièrement libérées.

Les 33 000 actions comprennent :

- 6 500 actions de catégorie B.
- 26 500 actions de catégorie A.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 20 H.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président et un Administrateur.

COPIE CERTIFIEE CONFORME,  
Le Président Dr Gal

DUPLICAIA

Enregistre a Clermont-ferrand NORD-EST

Bord 178 No 6 le 22 AVR. 1994

Recu : cinq cents francs.

*[Signature]*

**FACE ANNULÉ**

ARTICLE 905 du C.G.I.

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

0 4 3 1 4 5

393 827 720

CLERMONT-FERRAND



**"B V INTERNATIONAL"**

Société anonyme au capital de 250 000 F  
89 Bd Etienne Clémentel

63100 CLERMONT-FERRAND

RCS CLERMONT-FERRAND B 393 827 720

**ARRETE DE COMPTES COURANTS**

Nous soussignés :

- Monsieur Alain D'IRUMBERRY DE SALABERRY, Président du Conseil d'Administration,
- Monsieur Alain DIARD, représentant permanent de la société "QUANTEL" laquelle est administrateur,
- Madame Denise GAUDIN, Administrateur.

Certifient et attestent qu'à ce jour les comptes courant des actionnaires ci-après dénommés, s'élèvent au moins aux sommes suivantes :

compte courant de la société QUANTEL...	2.035.100 F
compte courant de Monsieur GASNIER.....	171.700 F
compte courant de Madame WARREN.....	96.600 F
compte courant de Monsieur CHABRIER....	48.300 F
compte courant de Monsieur ABASCAL.....	48.300 F
	-----
soit.....	2.400.000 F

Fait à Clermont-Fd,  
le 15 mars 1994.

Certifié conforme,  
le Commissaire aux comptes.

**Claude AUBERT**  
Expert Comptable D.P.L.E.  
Gestion 4 - B.P. 355  
63010 CLERMONT Fd CEDEX  
Tél. (73) 91.54.31



0 4 3 1 4 1

SF 21 1994

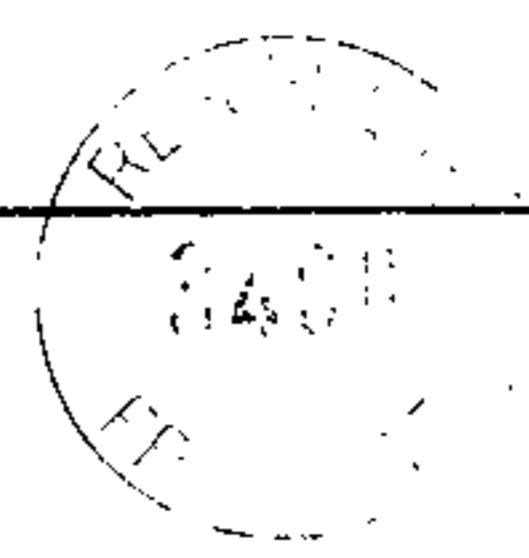
BANQUE POPULAIRE  
DU MASSIF CENTRAL

AGE DE LA BANQUE

LE 14 MARS 1994

LE 14 MARS 1994

20 MARS 1994



ATTESTATION

Nous soussignés,

BANQUE POPULAIRE DU MASSIF CENTRAL  
4, square Knox  
63170 AUBIERE

attestons avoir reçu de SOFIMAC le 14.03.1994 la somme de  
Frs. 747 500 .00 à créditer au compte de  
"B.V.International" correspondant à l'augmentation du  
Capital.

Fait à Aubière, le 14.03.1994,  
pour servir et valoir ce que de droit.

BANQUE POPULAIRE DU MASSIF CENTRAL

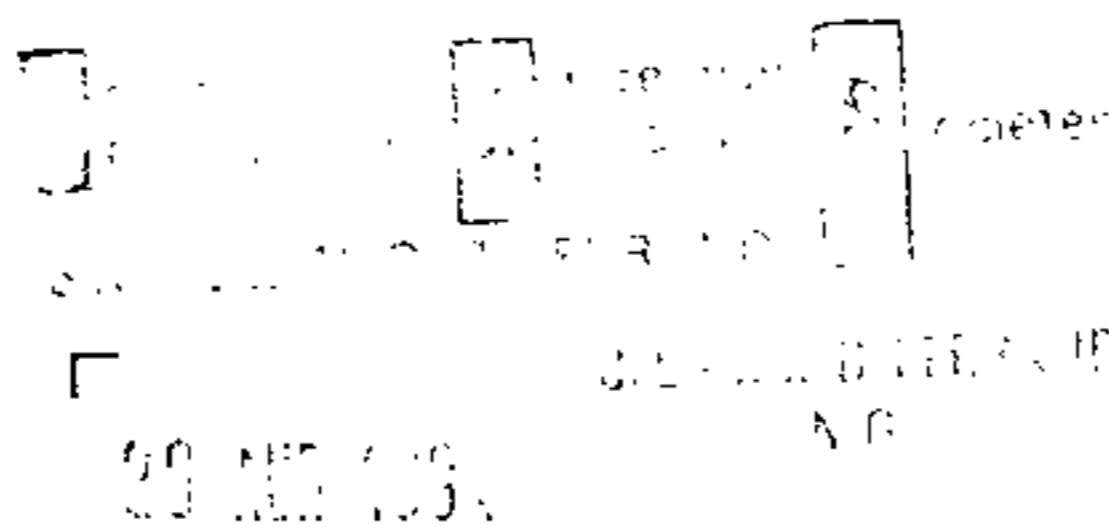


# Claude AUBERT

expert comptable d.p.l.e. — commissaire aux comptes — diplômé e.s.c.a.e.

0 4 3 1 4 2

333 33 333



## CERTIFICAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES EN CAS DE LIBERATION PAR COMPENSATION

Je soussigné Monsieur Claude AUBERT, Commissaire aux Comptes de la société "B V International" S.A. au capital de 250 000 F, dont le siège social est situé 89, boulevard Etienne Clémentel 63100 CLERMONT FD, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de CLERMONT FD, sous le numéro B 393 827 720.

Après avoir pris connaissance :

1° du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 22 février 1994 décidant :

- d'augmenter le capital social d'une somme de 2 400 000 F pour le porter de 900 000 F à 3 300 000 F par l'émission de 24 000 actions nouvelles de 100 F, libéré intégralement lors de la souscription en espèces ou par compensation ; la souscription desdites actions étant réservée au profit d'actionnaires nommément désignés ;

2° de l'arrêté de comptes courants établi le 15 mars 1994 par l'application de l'article 166 du décret du 23 mars 1967 et duquel il résulte qu'à la date du 15 mars 1994 les comptes courants des actionnaires s'élèvent aux montants suivants :

* compte courant de la société QUANTEL :	2 035 100 F
* compte courant de Monsieur GASNIER :	171 700 F
* compte courant de Madame WARREN :	96 600 F
* compte courant de Monsieur CHABRIER :	48 300 F
* compte courant de Monsieur ABASCAL :	48 300 F

Soit :

---

2 400 000 F

**FACE ANNULÉE**  
**ARTICLE 905 du C.G.I.**  
**ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958**

0 4 3 1 4 3

81100000

Certifie exact l'arrêté des comptes courants du 15 mars 1994 et constate que ces créances  
sont certaines, liquides et exigibles.

Fait à CLERMONT FD,  
Le 16 avril 1994



**FACE ANNULÉE**  
ARTICLE 905 du C.G.I.  
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1953